

Communiqué de presse

NI HOMMES, NI FEMMES : LE BINARISME NOUS REND MALADES !

Samedi 11 octobre : Action de soutien aux genres fluides et intersexes

Bruxelles, marches de la Bourse, 14h-16h

Un rassemblement hors normes

Pour la première fois à Bruxelles, des activistes trans', intersexes, genres fluides ou dégenré·e·s ont décidé de sortir dans la rue afin de rendre visibles les violences subies dans l'ombre ainsi que la précarité et la vulnérabilité dans laquelle vivent nombre d'entre nous. Et surtout pour dénoncer publiquement la psychiatisation des transidentités et les lourdes conséquences de l'usage de la dénomination de "troubles de l'identité de genre" (TIG).

Cette manifestation se traduit en une **journée de lutte** qui aura lieu dans **diverses villes européennes** : Barcelone, Bilbao, Bruxelles, Donostia (San Sebastian), Gasteiz (Vitoria), La Corogne, Lisbonne, Madrid, Paris et Saragosse.

Des revendications précises

Nous adressons directement à la classe politique belge des demandes claires :

- Nous revendiquons le droit de **pouvoir changer de prénom** pour nos documents officiels sans avoir à passer par un quelconque examen médical ou psychologique. Nous exigeons l'abrogation des articles 9 et 10 de la loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité qui imposent une tutelle psychiatrique et médicale et stipulent qu'aucun citoyen ne peut changer de prénom "si les prénoms sollicités sont de nature à prêter à confusion ou peuvent nuire au requérant ou à des tiers". Nous pensons résolument que l'Etat ne devrait disposer d'aucune compétence s'agissant de nos prénoms, nos corps et nos identités.
- Nous faisons nôtres les discours du mouvement féministe et la lutte pour le droit à l'avortement et pour celui de **disposer de son propre corps** ; nous revendiquons le droit de décider librement si nous voulons ou ne voulons pas modifier notre corps et de pouvoir le faire sans lourdeurs bureaucratiques, politiques et économiques. Nous voulons que les autorités belges compétentes en matière de santé se positionnent contre la notion de trouble d'identité sexuelle et renvoient leur programme d'accompagnement de la transsexualité en faisant de l'examen psychiatrique une option volontaire. Nous exigeons aussi l'arrêt des opérations "normalisatrices" sur les nouveaux-nés intersexués.
- Nous dénonçons l'**extrême vulnérabilité** et les difficultés d'accès au marché du travail des personnes transgenres, transsexuelles et genres fluides. Nous exigeons des garanties d'accès au monde du travail et la mise sur pied de politiques

spécifiques destinées à mettre un terme à la marginalisation et à la discrimination de ces personnes.

- Cette situation de vulnérabilité est encore plus accentuée dans le cas des **personnes trans' migrantes**, qui arrivent dans notre pays en fuyant des situations d'extrême violence. Nous exigeons l'attribution immédiate de l'asile politique à ces personnes tout en revendiquant la pleine égalité des droits pour les personnes migrantes.
- Même si nous clamons haut et fort que nous ne sommes pas victimes mais maître-sse-s de notre propre identité, nous voulons rappeler toutes les agressions, assassinats et aussi suicides de personnes trans' causées par la transphobie. Nous tenons le système binaire hétérosexiste pour responsable de ces violences. **Le silence est complice.**

Binarisme et psychiatrie

Dans le but de contrôler les identités de genres hors normes et de normaliser les corps et les comportements, les institutions gouvernementales disposent de mécanismes comme par exemple l'institution médico-psychiatrique. Motivé par des intérêts étatiques, religieux, économiques et politiques, ce travail sur les corps des personnes maintient et reproduit le modèle binaire qui présuppose un corps et un comportement spécifique qui permettent de nous cataloguer comme homme ou femme. Pour légitimer la binarité de genre, il est nécessaire d'invisibiliser et de pathologiser toutes les autres variations de corps genrés existantes. L'invisibilisation peut même se faire au prix d'une intervention sur un nouveau-né intersexe (né-e avec des organes génitaux atypiques mais fonctionnels) au moyen de traitements de normalisation violents et inhumains, comme pour effacer la possibilité de ces corps et refuser l'existence des différences.

La transsexualité et l'intersexualité résultent de processus médicaux de normalisation binaire. Résistant à ces processus, nous refusons d'être classé-e-s transsexuel-le-s ou intersexuel-le-s, dans le sens où aucun cas ne répond vraiment à la définition psychiatrique. Nous n'acceptons aucun type de catégorisation, d'étiquette, de définition qui nous soit imposé par une partie de l'institution médicale. **Dégenré-e-s, pas dérangé-e-s !**

A l'heure actuelle, la transsexualité est considérée comme un "trouble de l'identité sexuelle", pathologie mentale classifiée dans le CIM-10 (Classification internationale des maladies de l'OMS) et dans le DSM-IV-R (manuel diagnostique et statistique des maladies mentales de l'Association américaine de psychiatrie). Ces classifications sont celles qui guident les psychiatres du monde entier au moment du diagnostic.

Voilà deux ans qu'a débuté la révision du DSM-IV-R, lequel détermine les modifications à apporter à la liste des maladies de l'OMS. Ces derniers mois ont été rendus publics les noms des psychiatres qui décideront de l'avenir du trouble d'identité sexuelle. A la tête du groupe de travail sur le TIG se trouvent le Dr Zucker (directeur), le Dr Blanchard et le Dr Bailey, entre autres. Ces psychiatres, connus pour pratiquer des thérapies de "conversion" auprès des homosexuel-le-s et des transsexuel-le-s et liés aux cliniques pour enfants intersexués, proposent non seulement de ne pas retirer

le “trouble” de la liste mais aussi d’élargir son traitement aux enfants présentant des comportements de genre hors normes et de leur appliquer des thérapies de réadaptation au “rôle d'origine”. En réaction, le mouvement trans' nord-américain a appelé à l'exclusion de ces psychiatres de la révision du DSM¹.

La pathologisation de la transsexualité au titre de “trouble de l'identité sexuelle” constitue un dangereux instrument de contrôle et de normalisation. Le traitement de ce trouble se pratique à la Clinique de Gand comme dans tant d'autres Unités d'Identité de Genre dans le monde. L'examen psychiatrique obligatoire suppose des visites régulières afin de tester si on rentre bien dans le rôle social qui est attribué au corps après modifications et divers types de procédés dénigrants qui attentent à nos droits. En Belgique, une personne qui souhaite changer son prénom et ses documents officiels ou modifier son corps à l'aide d'hormones ou d'opérations se voit contrainte de passer par des consultations psychiatriques durant en moyenne un an et demi (à 50€ la séance).

Pour toutes ces raisons, nous, activistes de Barcelone, Bilbao, Bruxelles, Donostia, Gasteiz, La Corogne, Lisbonne, Madrid, Paris et Saragosse, exigeons:

- **Le retrait du TIG des manuels internationaux de diagnostic.**
- **Le retrait de la mention du sexe dans les documents officiels.**
- **L'abolition des traitements de normalisation binaire imposés aux personnes intersexuées.**
- **Le libre accès aux traitements hormonaux et aux chirurgies, sans tutelle psychiatrique.**
- **La prévention de la transphobie par un travail d'éducation et par l'insertion professionnelle des personnes trans¹.**

En nous proclamant ni hommes ni femmes nous voulons démontrer que le binôme homme-femme et toutes les différences qu'on attribue aux genres masculin et féminin sont construites et peuvent être questionnées. Et, quand la médecine et l'Etat nous définissent comme atteint-e-s de trouble mental, ils mettent en évidence que nos identités, nos vies troublent leur système. Par conséquent nous affirmons que la maladie ne réside pas en nous mais au sein du binarisme de genre.

Ni hommes ni femmes, le binarisme nous rend malades !

Genres Pluriels asbl – www.genrespluriels.be

Les Panthères Roses de Bruxelles – www.pantheresroses.be

Maison Arc-en-Ciel – www.rainbowhouse.be

¹ Voir aussi : <http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/05/13/le-dsm-v-en-preparation-regorge-de-conflits-d-interets-des-e.html>